



Déclaration de la CGT BRETAGNE à la commission « Formation » du CREFOP BRETAGNE

(lundi 14 octobre 2019)

La commission formation du CREFOP Bretagne qui s'ouvre aujourd'hui est synonyme pour la CGT d'une nouvelle ère. En effet, celle-ci s'inscrit dans un projet de renforcement de l'apprentissage sous statut scolaire tant voulu par le Patronat et les branches professionnelles et soutenu par les réformes de la très libérale Macronie, dont le but à peine voilé est bel et bien de privatiser l'École et de briser le socle des services publics issu du CNR de 1946 jusqu'à leur disparition prochaine.

Notre inquiétude de cette casse annoncée, portée dans les instances régionales et académiques depuis quelques années déjà, se traduit une fois encore dans les projets d'adaptation de la carte des formations professionnelles initiales pour la rentrée 2020, tant l'écart constaté des ouvertures des types de demande entre les établissements publics (21) et privés (58) de notre académie est disproportionnée.

Aussi, cette cartographie des formations, telle qu'elle continue à se profiler, correspond-elle vraiment à la volonté de redessiner les territoires bretons au plus proche des établissements scolaires publics et de proximité, des transports et des logements, notamment en milieu rural, ou ne répond-elle pas plutôt aux desiderata des entreprises des bassins d'emploi, et pour lesquelles, nous n'aurions pas l'assurance, à plus ou moins long terme, de leur pérennité locale au gré de leur appétit financier ?

Avant tout, il conviendrait de faire respecter l'engagement de la création effective de 1 million d'emplois jurée sur le nouveau code du Travail XXL désossé par le Patronat en échange du cadeau CICE qui ne sert que les intérêts d'actionnaires, afin que les salarié-e-s de demain, mais aussi celles et ceux à la recherche d'emploi aujourd'hui, échappent à un avenir précaire et instable régulé par le joug du capital effréné.

Dans ce contexte, la CGT ne peut cautionner un tel projet qui, à n'en pas douter, consistera à fournir une main-d'œuvre malléable et corvéable à merci pour des tâches à accomplir, et non plus à former les futures salarié-e-s assis-e-s sur des emplois qualifié-e-s avec la disparition des diplômés ou de leur transformation en livret d'ouvrier, ne garantissant plus l'assurance d'une équité nationale en termes de salaires et d'égalité professionnelle salariale F/H, sans parler d'une hypothétique retraite garantie pour toutes et tous.

Nous n'évoquerons même pas les incidences climatiques générées par cette mobilité subie par ces Hommes et Femmes, jeunes et moins jeunes, contraint-e-s de s'adapter à l'offre ne pouvant plus être satisfait-e-s de leur demande légitime au regard de leur formation. Car, le travail ubérisé du XXIème siècle tant souhaité, développé et accéléré par la numérisation déshumanisée des employeurs de demain, aboutissant à la start-up nation de ce gouvernement par la généralisation des bullshit jobs, des services civiques et autres projets d'auto-entrepreneuriat que nous aurions seulement à proposer aux jeunes, diplômés, décrocheurs et/ou chômeurs, cumulant parfois ces trois profils, ne creusera sans aucun doute ces mêmes inégalités qui perdurent depuis trop longtemps.

Alors, dans ces conditions, que traduit cette nouvelle carte des formations 2020, si ce n'est que l'accompagnement de la réforme « Blanquer » de la voie professionnelle du lycée mise en place dès cette rentrée scolaire, porteuse de reculs majeurs pour les personnels et les élèves. Car, pour la CGT, elle tourne le dos à la perspective d'une voie professionnelle du lycée permettant tout à la fois insertion professionnelle et poursuites d'études en baissant les horaires élèves et en réduisant drastiquement les enseignements disciplinaires. Les « derniers de cordées » sont les premier-ère-s sacrifié-e-s par le ministère.

Aussi, cette perte de sens des missions et des métiers des personnels de l'Éducation Nationale, couplée à l'orientation contrainte des élèves acculé-e-s à suivre un parcours adapté, conseillé et établi par des interlocuteurs/trices moins compétent-e-s et plus éloigné-e-s de la réalité, prépare « le nouveau monde jupitérien ». Car en fermant les CIO, en généralisant les parcours des publics déstabilisant l'équilibre nécessaire de la cohésion sociale du groupe classe tout au long de l'année scolaire, et en accompagnant fébrilement au titre du handicap ou au regard des flux migratoires des élèves loin de structures adaptées avec des moyens à la hauteur de leur réelle intégration, comment dès lors pouvons-nous réellement penser qu'on les prépare dignement à être libre de choisir leur avenir professionnel ?

Et ce ne sont certainement pas les 15% d'ouvertures de formations de niveau 5 pour 2020 et les fermetures prochaines des EREA de Taden et de Ploemeur qui inverseront ce triste diagnostic !

Dans ces conditions ne feignons pas de croire que l'École serait à l'origine de la désaffection du plein emploi en stigmatisant ses personnels rendus responsables des sorties prématurées d'élèves déboussolé-e-s quand les moyens constants dédiés à la formation ne suffisent plus à leur garantir un avenir radieux sous le soleil du bien-être au travail et du bon vivre ensemble.

C'est la raison pour laquelle, la CGT, porteuse d'un autre projet de société réellement émancipateur, ne donnera pas un avis favorable au projet proposé ce jour par le CREFOP.

Merci de votre attention.